REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès



MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT

EXERCICE 2023

COMPTES ADMINISTRATIFS DES RECETTES ET DES DEPENSES

ANNEXE 1 :

- ✓ NOTE INTRODUCTIVE
- ✓ RECETTES
- ✓ DETTE PUBLIQUE

SOMMAIRE

Liste des tableaux 1

Contexte 2

1- Au niveau international 2

2- Dans la Zone CEMAC 3

3- Au niveau national 3

I. Examen d'ensemble : Rappels des prescriptions relatives à la loi de finances exercice 2023 5

I.1 EN MATIERE DE RECETTES 5

I.1.1 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX RECETTES 5

I.2 EN MATIERE DE DEPENSES 10

I.2.1 DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT 10

II. Présentation et analyse des résultats de l'exécution budgétaire en recettes et dépenses 15

II.1 Exposé des motifs 15

II.2 PRESENTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2023 18

II.3 ANALYSE COMPARATIVE DES RESULTATS DE L'EXECUTION BUDGETAIRE DE 2019 A 2023 19

III. Analyse des résultats en matière de recettes 21

III.1 ANALYSE COMPARATIVE DE LA MOBILISATION DES RECETTES DE 2019 A 2023 21

III.1.1 RECETTES FISCALES : Une dynamique de reprise 21

III.1.2 DONS ET LEGS : une volatilité marquée 22

III.1.3 COTISATIONS SOCIALES : une relative stabilité 22

III.1.4 AUTRES RECETTES : la prépondérance des ressources pétrolières 22

III.1.5 ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES POUR L'ANNEE 2023 24

III.2 RESULTATS DE LA MOBILISATION DE RECETTES BUDGETAIRES 2023 24

III.2.1 Recettes fiscales 25

III.2.2 Les dons, legs et fonds de concours 27

III.2.3 Cotisations sociales 28

III.2.4 Autres recettes 29
IV. Résultats de l'exécution des dépenses budgétaires 2023 35
IV.1 ANALYSE COMPARATIVE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE 2019 A 2023 35
IV.1.1 Charges financières de la dette 35
IV.1.2 Personnel 36
IV.1.3 Biens et services 36
IV.1.4 Transferts 36
IV.1.5 Investissement 36
IV.1.6 Autres dépenses 37
IV.2 ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT EN GRANDE MASSE POUR L'ANNEE 2023 37
IV.2.1 Dépenses du budget général 38
IV.2.2 Dépenses des budgets annexes et comptes spéciaux du trésor 45
V. La conclusion générale 48
VI. Annexes 50

Tableau 1 : Exécution du budget 2
Tableau 2 : Analyse comparative des résultats de l'exécution des budgets (De 2019 à 2023) 26
Tableau 3 : Résultats de la mobilisation de recettes budgétaires (2019 à 2023) 27
Tableau 4 : Exécution des recettes fiscales 31
Tableau 5 : Exécution des dons, legs et fonds de concours 33
Tableau 6 : Exécution des cotisations sociales 34
Tableau 7 : Exécution des autres recettes 35
Tableau 8 : Analyse comparative des dépenses (De 2019 à 2023) 41
Tableau 9 : Analyse des dépenses du budget de l'Etat exercice 2023 44
Tableau 10 : Analyse des charges financières de la dette 44
Tableau 11 : Analyse des dépenses de personnel 46
Tableau 12 : Analyse des dépenses des biens et services 47
Tableau 13 : Analyse des dépenses de transferts 48
Tableau 14 : Analyse des autres dépenses 49
Tableau 15 : Analyse des dépenses d'investissement 50
Tableau 16 : Analyse des dépenses des budgets annexes 52
Tableau 17 : Analyse des dépenses des comptes spéciaux du trésor 53

NOTE DE PRESENTATION

Contexte

1- Au niveau international

L'année 2023 a été une période de grandes incertitudes et de défis économiques majeurs. Les fluctuations des prix du pétrole, la demande chinoise en pétrole, les décisions de l'OPEP+ et les conflits géopolitiques ont tous contribué à une situation économique complexe et volatile.

Malgré ces obstacles, certaines régions du monde ont montré des signes de résilience et de croissance. Cependant, la reprise économique mondiale reste fragile, et des efforts concertés seront nécessaires pour restaurer la confiance et stabiliser les marchés à long terme.

- **Pays Avancés**

Dans les pays avancés, la **croissance** a chuté de 1,1 point, passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023. **L'inflation** dans cette zone s'est établie à 4,6 % en 2023, principalement en raison du consécutivement au durcissement des conditions financières par les banques centrales.

- **Pays Émergents et en Développement**

Dans les pays émergents et en développement, la **croissance** du PIB réel est tombée à 1,5 % en 2023 contre 3,1 % en 2022, en lien avec les difficultés d'approvisionnement sur le marché international, à la suite de la persistance du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

- **Afrique Subsaharienne**

En Afrique subsaharienne, la **croissance** s'est ralentie à 3,3 % en 2023, après avoir été fixée 4,0 % en 2022, à cause de la crise alimentaire mondiale, conséquence du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

2- Dans la Zone CEMAC

La croissance du PIB réel s'est établie à 2,4 % en 2023 contre 2,8 % en 2022, en raison des effets persistants du conflit entre la Russie et l'Ukraine, qui continuent de perturber les chaînes d'approvisionnement en produits de base et les perspectives économiques de la sous-région. En 2023, l'inflation a atteint 6,1 % contre 4,5 % en 2022, soit une augmentation de 1,6 point.

3- Au niveau national

L'économie congolaise a enregistré une **croissance** de 2,0% en 2023, contre 1,8% en 2022. Cette performance est observée par la bonne tenue des secteurs pétrolier et non pétrolier, bénéficiant notamment des effets des réformes engagées par le gouvernement, en particulier la mise en œuvre du plan national de développement 2022-2026 et les efforts de diversification de l'économie.

Cependant, cette période de reprise économique s'est accompagnée d'une accentuation des tensions inflationnistes, avec un **taux d'inflation** qui est passé de 3,0% en 2022 à 3,5% en 2023.

Par ailleurs, la mise en œuvre des mesures du programme conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), appuyé par la facilité élargie du crédit (FEC), impliquait le respect de plusieurs obligations en matière des politiques budgétaires, tels que le strict respect du niveau de prévisions des dépenses et le renforcement de la mobilisation des recettes.

La politique budgétaire pour l'année 2023 visait principalement à élargir l'espace budgétaire, à travers l'augmentation des recettes intérieures non-pétrolières et la réduction des dépenses non essentielles, l'objectif ultime étant de ramener le déficit primaire hors-pétrole à un niveau compatible avec le financement durable et de réduire le poids de la dette publique.

- **Ajustement du cadre budgétaire 2023**

Pour soutenir la croissance et répondre aux défis économiques, le Gouvernement a mis en place un cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2022-2024. Dans ce contexte, le budget de l'État pour l'exercice 2023 a été rectifié et réaménagé par les dispositions du décret n°2023-539 du 31 mai 2023, portant ouverture de crédits à titre d'avance.

Les principales modifications apportées sont les suivantes :

- Les recettes budgétaires, initialement estimées à **2 599 008 000 000 francs CFA**, ont été réajustées à la baisse à **2 333 008 000 000 francs CFA**, soit une diminution de **266 000 000 000 francs CFA**. Cette révision à la baisse tient compte de l'évolution du contexte économique et des hypothèses de prix des matières premières ;
- Les dépenses de l'État, initialement fixées à **2 107 390 000 000 francs CFA**, ont été réajustées à **1 997 390 000 000 francs CFA**, soit une diminution de **110 000 000 000 francs CFA**. Cette réduction des dépenses vise à préserver les équilibres budgétaires face à la baisse des recettes.

Ainsi, le budget de l'État rectifié pour l'exercice 2023 a été exécuté et définitivement arrêté comme suit :

Recettes (recouvrement) ..... **2 332 681 072 536 francs CFA.**
Dépenses (ordonnancement) ....**1 833 348 963 693 francs CFA.**
Solde (excédentaire) ..... **499 332 108 843 francs CFA.**

Fait à Brazzaville, le 20 AOUT 2024

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et du Portefeuille Public,

Ludovic NGATSE